

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MAI 1924.

Proposition de loi établissant des caisses de prévoyance destinées à assurer des pensions et secours aux gardes champêtres, leurs veuves et enfants mineurs.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi ci-jointe est, dans ses grandes lignes, la reproduction de celle que j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le 6 décembre 1912.

Déjà, en séance du 28 février 1907, je déposai une première fois une proposition de loi instituant une caisse de pension et de retraite pour les commissaires et commissaires adjoints de police, leurs veuves et orphelins; elle fut accueillie favorablement en sections. La Section centrale, composée de MM. Mabilie, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen, Mechelynck, Gendebien, se réunit à maintes reprises, discuta longuement, l'admit en principe et nomma M. Verhaegen rapporteur. Ce dernier entra en relation avec le Ministre de l'Intérieur pour amener un accord entre le Gouvernement et la Section centrale.

Je suis heureux de rendre hommage à MM. les Ministres de l'Intérieur Schollaert et Berryer, qui firent étudier par les services compétents l'importante question qui nous préoccupe depuis plusieurs années.

En juillet 1908, mai 1909 et avril 1910, M. Schollaert envoya des circulaires à MM. les gouverneurs des provinces les priant de mettre à l'étude et de poursuivre la création d'un service de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

En juin 1910, M. Schollaert envoya à tous les conseils provinciaux du pays une circulaire, d'accord avec le Département des Finances, ainsi qu'une étude faite par la Caisse générale d'épargne et de retraite en vue de la création d'une caisse de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins; il y joignit une brochure contenant les documents essentiels parus jusqu'à ce jour sur cet objet.

En 1911, M. le Ministre Berryer accorda une audience aux intéressés et fit poursuivre l'étude de cette importante question. A la suite de ces diverses instances, les conseils provinciaux é mirent leur avis, les députations permanentes se réunirent, étudièrent ensemble le problème dans son entièreté et trans mirent leurs rapports au Département de l'Intérieur. Tel était l'état de la question quand la dissolution intervint.

Le 6 décembre 1912 j'ai redéposé la proposition de 1907. Malheureusement en 1914, la guerre vint interrompre nos travaux, et la nouvelle dissolution intervenue après l'armistice fit disparaître des travaux de la Chambre, la proposition de loi de 1912.

En vue d'aboutir, sans retard, à une heureuse solution dont le bénéfice pourrait, éventuellement, être étendu à tous les fonctionnaires communaux, j'ai cru le moment venu de réintroduire ma proposition.

Certains de nos collègues de la Chambre, se rangeant à une opinion accréditée partout, m'assuraient, l'autre jour encore, que les commissaires et officiers de police devenus âgés jouissaient d'une pension de retraite et que même, en cas de décès ou de mort accidentelle, une pension était servie aux veuves et orphelins, qui se voyaient privés de leur principal et, bien souvent, unique soutien. Hélas! qu'ils se détrompent, il n'en est malheureusement rien : il n'existe législativement ni caisse de prévoyance ni caisse de pension en faveur de ces intéressants fonctionnaires, pas plus pour les gardes champêtres que pour les commissaires de police. Notre attention fut attirée, une première fois, sur cette regrettable lacune par l'appel que l'Association des officiers de police de l'arrondissement de Gand-Eerloo adressa aux membres du Parlement, le 4 janvier 1905, dans une requête conçue en ces termes, il y aura bientôt vingt ans, et qui est encore toujours actuelle.

« 4 janvier 1905.

» MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Nous prenons de nouveau la respectueuse liberté de vous adresser la présente requête, certains, cette fois, que vous voudrez bien la prendre en sérieuse considération.

» SEULS, *parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire*, les *officiers de police* ont le triste privilège de n'avoir aucune pension à la fin de leur pénible et laborieuse carrière!

» Seuls, parmi tous les employés et agents des services publics, ces fonctionnaires — dont les nombreux et importants services sont parfaitement reconnus — passent toute une existence vouée à la chose publique en se demandant chaque jour ce qu'ils deviendront lorsque les infirmités ou l'âge avancé les rendront impropres à l'exercice de leurs fonctions!

» Seuls encore, ils ont le constant souci de l'avenir de leur famille, s'ils venaient à succomber avant que leurs enfants ne soient à même de subvenir à leurs besoins et de pourvoir, dans ce cas, aux nécessités matérielles de l'existence de leur pauvre mère!

» Seuls enfin, ils font exception à la règle générale qui permet à la plupart des agents et fonctionnaires publics de chercher dans des cumuls, dans le commerce ou l'industrie, des ressources complémentaires pour assurer un avenir à leur famille!

» Cette situation aussi exceptionnelle qu'inique a, depuis l'organisation politique et administrative de la Belgique, provoqué non seulement de nombreuses réclamations des intéressés, mais, à maintes reprises, l'intervention d'honorables membres de la Législature s'intéressant à cette question et réclamant l'intervention du Gouvernement. Les pétitions se sont amoncelées dans les archives de la Chambre des Représentants et du Sénat; de nombreuses démarches ont été faites auprès des différents Ministres qui se sont succédé, sans obtenir de résultat.

» Aujourd'hui, comme il y a trente ans, les policiers attendent encore qu'on leur rende justice et que le Gouvernement intervienne afin de leur assurer à eux et à leur famille du pain pour leurs vieux jours.

» Nous avons déjà eu l'occasion de citer de nombreux et tristes exemples de la situation faite à d'anciens et dignes officiers de police ayant à leur actif une longue et brillante carrière et se trouvant dans leur vieillesse placés dans une situation des plus précaires! Presque réduits à la mendicité!!

» On peut donc s'étonner à juste titre que l'on n'ait pas, depuis longtemps, fait à ces utiles fonctionnaires une situation convenable, en leur assurant dans toutes les communes des garanties d'avenir. Leurs fonctions sont fatigantes; elles sont souvent dangereuses, notamment lors des crises populaires et industrielles, dans les cas d'incendie, d'inondation, etc.

» Il ne faut pas que ces fonctionnaires — souvent appelés à exposer leur vie — puissent se dire : « Si je laisse une veuve et des orphelins, que deviendront-ils? » Cela n'est pas fait pour donner du courage. Ils en ont cependant, et nous devons dire que jamais nous n'avons vu aucun d'entre eux reculer devant l'accomplissement de son devoir.

» Il arrive aussi qu'un fonctionnaire de police ancien et honorable, subissant les atteintes de l'âge, devienne peu capable de continuer ses fonctions. Le bien du service voudrait qu'il fût remplacé, et l'on recule cependant devant cette nécessité, pour ne pas le mettre dans le besoin.

» Souvent nous avons vu les officiers de police se cotiser pour secourir la veuve d'un de leurs collègues; sans cet acte de générosité, cette veuve se serait trouvée dans le dénuement le plus absolu.

» Cette situation peut-elle perdurer, Monsieur le Représentant, à une époque où l'on s'intéresse tant à la classe ouvrière et au moment où il est question de la réorganisation de la police rurale? Nous ne le pensons pas, et nous avons la plus grande confiance en l'examen auquel vous voudrez bien vous livrer, et en votre bon cœur comme en votre sollicitude pour les intérêts d'une bonne administration.

» Serviteurs dévoués de la chose publique, nous devons pouvoir nous dire que nous sommes des enfants de la Patrie et que la Patrie sera pour nous et les nôtres une mère soucieuse de mettre ses enfants à l'abri de la misère, quand

ceux-ci lui ont donné tout ce que l'on peut attendre d'un homme et d'un fonctionnaire public !

» Qu'il nous soit permis d'ajouter, en terminant, qu'au cours de la séance de la Chambre des Représentants du 5 mars 1886, M. Thonissen, l'honorable Ministre de l'Intérieur, a déjà admis en principe l'institution d'une caisse centrale de prévoyance en faveur des commissaires de police, se basant sur ce que les commissaires de police ne sont pas des fonctionnaires exclusivement communaux, qu'ils sont plus spécialement officiers judiciaires et que l'État profite des services qu'ils rendent en cette qualité.

» Ferme ment convaincus que cette fois nous obtiendrons satisfaction, nous vous présentons, Monsieur le Représentant, l'assurance de toute notre reconnaissance et l'expression de nos sentiments dévoués.

» Pour la Commission :

» *Les Commissaires et Officiers de Police,*

» POINBEUF, HENRY, HASTIR, BISET, GUILLAUME, BLAISE, GÖFFIN, ROCHETTE,

LEROY, KAISE, HUDOT, EVERAERTS,

BOUDART, DELÖBBE, SOUPART, ROUSSEAU, MASSET, KIPS, ADAM. »

En séance de la Chambre, le 28 mai 1906 et le 19 décembre 1906, répondant à la question que je lui posais dans le but de savoir si le Gouvernement ne comptait pas bientôt instituer une caisse de pension et de secours pour commissaires et officiers de police, l'honorable Ministre de l'Intérieur disait : « La question soulevée entraîne nécessairement des modifications à la loi organique de la Caisse d'épargne. Elle a fait l'objet des préoccupations du Gouvernement. »

En 1905 et 1906 et, en dernier lieu, à la date du 22 janvier 1907, ayant renouvelé ma question, l'honorable Ministre de l'Intérieur déclarait ce qui suit : « L'institution d'une caisse de pension en faveur des agents communaux (y compris les agents de police), de leurs veuves et orphelins, fait l'objet d'une étude confiée par le Gouvernement à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ce n'est que lorsque cette étude sera terminée qu'il sera possible de déposer éventuellement un projet de loi portant institution d'une semblable caisse. »

Malheureusement, malgré la bonne volonté dont il est animé, le Gouvernement, malgré le travail auquel s'est livré la Caisse générale d'épargne et de retraite, la solution de la question se fait attendre; on peut dire que pratiquement elle n'a pas avancé d'un seul pas, car, les commissaires et officiers de police, les gardes champêtres restent privés de tout droit à une pension de retraite, et, s'ils viennent à mourir, même s'ils tombent victimes de leur devoir, leurs veuves et orphelins ne sont pas admissibles à l'obtention d'une pension ou d'un secours.

Il convient de mettre fin à ce déplorable état de choses et de porter remède à cette pénible situation. C'est dans ce but que nous avons déposé une proposition de loi organisant une caisse de prévoyance, de pension et de secours en faveur

des gardes champêtres, qui pourrait si la législature le trouve utile être étendue également aux commissaires et officiers de police.

Certes, il existe des caisses de mutualités; il y a déjà un certain nombre de villes et de communes qui ont constitué des caisses de pension et de retraite et des caisses de veuves et orphelins; mais il y a cependant, d'après nos renseignements — non officiels, il est vrai, mais néanmoins aussi exacts que possible, — il y a, disons-nous, 274 officiers de police, 488 agents de police et 1,701 gardes champêtres, soit 2,467 officiers de police qui ne sont affiliés à aucune caisse de pension ni de retraite, dont les femmes et enfants n'ont pas droit à un centime de secours ni de pension en cas de décès de ces agents !

Aussi, que voyons-nous? Un grand nombre de commissaires de police, de gardes champêtres restent en fonctions, malgré leur âge avancé ou leurs infirmités, parce que les communes ne veulent pas les pensionner.

En Flandre orientale surtout où il n'existe pas encore de caisse de pension pour les gardes champêtres, ni pour les commissaires de police, la situation est pénible. C'est ainsi que dernièrement le Conseil communal de X..., ayant obligé un garde champêtre de démissionner sans pension après 44 ans de bons services, lui a refusé les 500 francs de pension que le retraité sollicitait. On oblige les fonctionnaires à démissionner et on ne doit pas leur voter une pension.

Pareille situation ne peut se prolonger plus longtemps. Depuis des années, tout comme pour les secrétaires communaux du pays, une caisse centrale de prévoyance et de pension pour tous les fonctionnaires communaux aurait dû être instituée sous les auspices de l'État. Il est de la dignité du pays, du Parlement, comme du Gouvernement, de prendre des mesures nécessaires afin d'empêcher que des veuves de commissaires de police et de gardes champêtres, morts au champ d'honneur ne doivent aller, de porte en porte, tendre la main pour subvenir à leurs besoins et nourrir leurs petits enfants, et afin d'éviter que des commissaires de police âgés de 70, 75, 80 et 85 ans ne restent en fonctions, faute de pouvoir bénéficier d'une pension.

Nous savons que le Ministre de l'Intérieur a fait un projet de loi instituant une caisse générale de pension et de retraite pour tous les fonctionnaires provinciaux et communaux, leurs veuves et orphelins. Le dépôt de ce projet est retardé à cause de la mauvaise situation financière de l'État, des provinces et des communes mais cependant on ne peut le retarder indéfiniment, la triste et injuste situation de la police surtout exige qu'une loi réglant leur pension et la situation de leurs veuves et orphelins soit votée au plutôt par les Chambres.

Il est à noter que le grand-duché de Luxembourg a voté, en 1912, un projet de loi concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes. La Belgique peut-elle rester en arrière? Non, et sous peu, je l'espère, pareille lacune disparaîtra de notre législation.

C'est avec confiance que nous soumettons notre proposition à la Législature, qui se fera un devoir, nous n'en doutons pas, de la voter à bref délai. Elle fera ainsi acte d'humanité et de justice.

J. MAENHAUT.

(4)
(Nr 263)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MEI 1924.

Wetsvoorstel tot instelling van voorzorgskassen bestemd om pensioenen en hulpelden uit te keeren aan de veldwachters, hunne weduwen en weezen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het hierbijgevoegd wetsvoorstel is in zijne groote lijnen hetzelfde als het voorstel dat ik de eer had in de Kamer ter tafel te leggen op 6 December 1912.

Reeds op 28 Februari 1907, heb ik een wetsvoorstel ingediend tot instelling van eene pensioenkas voor de commissarissen en de adjunct-commissarissen van politie, hunne weduwen en weezen. Het vond een goed onthaal in de afdeelingen.

De Middenafdeeling, bestaande uit de heeren Mabilie, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen, Mechelynck, Gendebien, vergaderde herhaaldelijk, besprak het wetsvoorstel op breedvoerige wijze, nam dit in beginsel aan en benoemde den heer Verhaegen tot verslaggever. Deze stelde zich in betrekking met den Minister van Binnenlandsche Zaken om te trachten een akkoord te treffen tusschen de Regeering en de Middenafdeeling.

Ik acht mij gelukkig hulde te brengen aan de heeren Schollaert en Berryer die, als Minister van Binnenlandsche Zaken, de belangrijke kwestie welke ons sedert verscheidene jaren bezig houdt, door de betrokken diensten hebben doen bestudeeren.

In Juli 1908, in Mei 1909 en in April 1910 zond de heer Schollaert rondgaande brieven aan de heeren Gouverneurs der provinciën tot bestudeering en invoering van eene pensioenwet ten bate van de gemeentelijke ambtenaren en bedienden, van hunne weduwen en weezen.

In Juni 1910, stuurde de heer Schollaert, in gemeen overleg met het Departement van Financiën, een omzendbrief aan al de provinciale Raden van het land, alsmede eene studie gedaan door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas met het oog op de instelling van eene pensioenkas ten bate van de ambtenaren en bedienden der gemeenten, van hunne weduwen en weezen. Daaraan voegde hij

een vlugschrift toe waarin voorkomen de meest onontbeerlijke stukken die tot heden zijn verschenen over deze zaak.

In 1911, verleende de heer Minister Berryer gehoor aan de belanghebbenden en deed de studie over dit gewichtig punt voortzetten. Door zijn aandringen, brachten de provinciale Raden hun advies uit, de Bestendige Deputatiën vergaderden, bestudeerden te zamen het vraagstuk in zijn geheel en deden hunne verslagen geworden aan het Departement van Binnenlandsche Zaken. Zoo deed de kwestie zich voor, toen de ontbinding der Kamers plaats had.

Op 6 December 1912, heb ik het wetsvoorstel van 1907 opnieuw ingediend. In 1914 kwam de oorlog evenwel onze werkzaamheden onderbreken, en de nieuwe ontbinding der Kamers, na den wapenstilstand, deed het wetsvoorstel van 1912 van het Kameragenda verdwijnen.

Ten einde onverwijld tot een gunstigen uitslag te geraken, waarvan het voordeel eventueel tot al de ambtenaren der gemeente kon uitgebreid worden, achtte ik het oogenblik gekomen om mijn voorstel opnieuw in te dienen.

Sommige onzer medeleden van de Kamer, zich vereenigend met eene alom gevestigde meening, verzekerden mij dezer dagen dat de commissarissen en de officieren van politie in hun ouden dag pensioen genieten, en dat zelfs, bij hun overlijden of verongelukken, pensioen wordt verstrekt aan de weduwen en weezen, die hun voornaamsten, vaak eenigen steun moeten derven. Zij hebben het echter verkeerd voor : krachtens de wet bestaat er voorzorgs- noch pensioenkas voor deze verdienstelijke ambtenaren al evenmin voor de veldwachters als voor de politiecommissarissen. Op deze betreurenswaardige leemte werd onze aandacht een eerste maal gevestigd door den oproep dien de Vereeniging der politieofficieren in het arrondissement Gent-Eekloo op 4 Januari 1905 tot de Parlementsleden richtten, in een aldus luidend verzoekschrift, nu twintig jaar geleden opgemaakt en dat nog immer actueel is.

« 4 Januari 1905. »

» MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Andermaal nemen wij de vrijheid U een verzoekschrift te sturen, met de overtuiging dat het U behagen zal het ditmaal ernstig in overweging te nemen.

» De *officieren van politie* genieten het treurige voorrecht dat zij de *EENIGEN* zijn *onder de ambtenaren bij het bestuur en bij de rechtbanken*, die geen pensioen genieten na afloop van hunne lastige, moeilijke loopbaan!

» Onder al de bedienden en beambten der openbare diensten, zijn deze ambtenaren — wier talrijke en gewichtige diensten ten volle worden erkend — de eenigen die een gansch leven toewijden aan het algemeen welzijn en zich toch iederen dag moeten afvragen wat er van hen worden moet, wanneer gebrekkelijkheid of hooge leeftijd ze ongeschikt maken tot het vervullen van hun ambt!

» Eveneens zijn ze de eenigen die gestadig in onzekerheid verkeerden over het lot hunner familie, moesten zij sterven vóórdát hunne kinderen in staat zijn voor eigen behoeften te zorgen en desnoods te voorzien in de stoffelijke behoeften hunner arme moeder!

» Eindelijk, zij alleen maken uitzondering op den algemeenen regel, die aan meest alle openbare beambten en ambtenaren veroorlooft in het uitoefenen van handel of nijverheid bijwinst te zoeken om de toekomst van hun gezin te verzekeren!

» Deze zoo uitzonderlijke als onrechtvaardige toestand verwekte, sedert de inrichting van België op staatkundig en administratief gebied, niet enkel talrijke klachten vanwege de belanghebbenden, maar gaf ook herhaaldelijk aanleiding tot het optreden van achtbare leden der Kamers, die, in hunne bezorgdheid om deze zaak, vroegen dat de Regeering tusschenbeide zou komen. De verzoekschriften hoopten zich op in het archief van Kamer en Senaat; herhaalde stappen werden gedaan bij de verschillende Ministers die aan het bewind waren, doch zonder uitslag.

» Heden ten dage, evenals dertig jaar geleden, wachten de politieofficiëren nog steeds op hetgeen hun rechtvaardig toekomt en op de maatregelen van Staatswege te nemen om aan hen en hun gezin het bestaan voor hun ouden dag te verzekeren.

» Reeds vroeger vonden wij gelegenheid om talrijke treurige voorbeelden aan te halen van den toestand waarin zijn gebracht verdienstelijke gewezen officieren van politie die, na eene lange en schitterende loopbaan, zich, op 't laatste van hun leven, in een allernietelighen toestand bevonden en schier tot den bedelstaf waren gedoemd!

» Derhalve mag het met reden verwondering baren, dat men niet reeds sedert lang aan deze nuttige ambtenaren een behoorlijken toestand bezorgde door hun, in alle gemeenten, waarborgen voor de toekomst te verzekeren. Hun ambt is afmattend, gevaarlijk vaak, namelijk bij volksoploopen of in tijd van nijverheids-crisis, bij brandrampen, overstroming, enz.

» Het mag niet zijn, dat deze ambtenaren — zoo dikwijls verplicht hun leven te pand te stellen — zich moeten afvragen: « Wat zal er geworden van de weduwe en de weezen die ik zou achterlaten? » Dat is lang niet aanmoedigend. En moed bezitten zij nochtans, want nooit zagen wij een hunner terugwijken voor plichts-ervulling.

» Het gebeurt ook dat een achtbaar politieambtenaar, door ouderdom bezocht, ongeschikt wordt tot vervulling van zijn ambt. In het belang van den dienst zou hij moeten vervangen worden, maar toch deinst men terug voor deze noodzakelijkheid, om hem niet in behoeftigen toestand te brengen.

» Vaak hebben politieofficiëren hunne bijdrage gestort om de weduwe van een ambtgenoot te ondersteunen; zonder deze edelmoedige tussenkomst, ware de weduwe in volstrekte armoede vervallen.

» Mag deze toestand blijven voortduren, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, nu men zooveel belangstelling toont voor de werkende klasse en op 't oogenblik dat er sprake is van herinrichting der landelijke politie? Dat denken wij niet, en wij hebben het meeste vertrouwen in het onderzoek dat gij zult gelieven in te stellen, alsmede in uwe goedhartigheid en in uwe bezorgdheid om de goede regeling van het bestuur.

» Wij, zoo verkleefd aan 's lands belang, mogen wel kunnen zeggen dat wij zonen des Vaderlands zijn en dat het Vaderland voor ons en de onzen eene

zorgvolle moeder zal wezen, die hare kinderen behoedt tegen gebrek, wanneer dezen haar alles hebben toegewijd wat men verwachten mag van een mensch en van een openbaar ambtenaar.

» Het zij ons veroorloofd hier ten slotte bij te voegen, dat ter Kamervergadering van 5 Maart 1886, de heer Thonissen, de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken, reeds in beginsel eene centrale voorzorgskas aannam ten bate van de politiecommissarissen, hierop steunend, dat *politiecommissarissen niet uitsluitend gemeenteambtenaren zijn, maar inzonderheid rechterlijke ambtenaren, en dat de Staat voordeel heeft van de diensten die zij als zoodanig bewijzen.*

» Wij zijn vast overtuigd dat wij ditmaal voldoening zullen erlangen, en wij bieden U, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, met de verzekering van onze groote erkentelijkheid, de uitdrukking onzer gevoelens van verkleefdheid aan.

» Namens de Commissie :

» *De Commissarissen en Officiëren van Politie,*

» POINBEUF, HENRY, HASTIR, BISET, GUILLAUME, BLAISE, GOFFIN, ROCHETTE

» LEROY, KAISE, HUBOT, EVERAERTS,

» BOUDART, DELOBBE, SOUPART, ROUSSEAU, MASSET, KIPS, ADAM. »

Ter vergaderingen van 28 Mei 1906 en van 16 December 1906, in antwoord op mijne vraag of de Regeering niet vanzins was eerlang eene pensioen- en onderstandskas in te stellen voor commissarissen en officieren van politie, gaf de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken het volgende antwoord : « Het opgeworpen vraagstuk vergt noodzakelijk wijzigingen in de organieke wet op de Spaarkas. De Regeering houdt zich daarmede bezig. »

In 1905 en in 1906, en laatstelijk, den 22ⁿ Januari 1907, antwoordde mij de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken op eene nieuwe vraag over hetzelfde onderwerp : « Het instellen van eene pensioenkas voor gemeentebeambten (met inbegrip van de politiebeambten), hunne weduwen en weezen strekt tot voorwerp eener studie, door de Regeering opgedragen aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Eerst wanneer deze studie zal af zijn, zal het wellicht mogelijk wezen een ontwerp van wet tot instelling van dergelijke kas over te leggen. »

Doch jammer genoeg! ondanks den goeden wil, waarmede de Regeering is beziel, ondanks den arbeid, geleverd door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, wachten wij nog steeds naar de oplossing van het vraagstuk; ja, men mag zeggen dat, practisch, het geen stap vorderde. Want de commissarissen en officieren van politie en de veldwachters blijven verstoken van alle recht op pensioen, en komen zij te overlijden, vallen zij zelfs als slachtoffer van hun plicht, hunne weduwen en weezen kunnen pensioen noch onderstand erlangen.

Deze zoo jammerlijke als betreurenswaardige toestand behoort op te houden, te worden verholpen. Te dien einde hebben wij een wetsvoorstel ingediend, waarbij wordt ingesteld eene kas van voorzorg, pensioen en onderstand ten bate van de veldwachters, welke, indien de wetgeving het nuttig oordeelt, eveneens kunnen uitgebreid worden tot de commissarissen en officieren van politie.

Voorzeker bestaan er kassen van mutualiteiten; in een groot aantal steden en gemeenten werden reeds pensioen- en lijfrentekassen en kassen voor weduwen en weezen ingesteld, maar toch zijn er, volgens onze niet officieele ofschoon zoo veel mogelijk nauwkeurige inlichtingen, 274 officieren van politie, 488 agenten en 1.701 veldwachters, dus 2,467 politieambtenaren die niet zijn aangesloten bij eene pensioen- of lijfrentekas en wier vrouwen en kinderen geen recht hebben op een centiem onderstand of pensioen ingeval van overlijden dezer beambten.

En wat gebeurt er? Een aantal politiecommissarissen en veldwachters behouden hun ambt, ondanks gevorderden leeftijd of gebrekkelijkheid, omdat de gemeenten hun geen pensioen willen toekennen.

In Oost-Vlaanderen vooral, waar nog geene pensioenkas voor veldwachters, noch voor de politiecommissarissen bestaat, is de toestand bedenkelijk. Alzoo heeft onlangs de gemeenteraad van X..., na een veldwachter tot ontslag te hebben gedwongen zonder pensioen, na vier-en-veertig jaren goeden dienst, hem de 500 frank pensioen geweigerd welke de aftredende aanvraag. Men verplicht de ambtenaren van af te treden en men moet hun geen pension stemmen.

Dergelijke toestand mag niet langer duren. Sedert jaren moest er, voor al de gemeentebedienden, evenals voor de gemeentesecretarissen, eene centrale voorzorgs- en pensioenkas onder bescherming van den Staat bestaan. De waardigheid van het land, van de Kamers en van de Regeering vergt dat de noodige maatregelen worden genomen om te verhinderen dat weduwen van politiecommissarissen en veldwachters, gevallen op het veld van eer, van deur tot deur het brood voor zich en haar kroost moeten afbedelen, en om te vermijden dat politiecommissarissen van 70, 75, 80 en 85 jaar bij gebrek aan pensioen hun ambt moeten blijven vervullen.

Wij weten dat de Minister van Binnenlandsche Zaken een wetsontwerp in gereedheid heeft tot oprichting van eene algemeene pensioen- en lijfrentekas voor de provincie- en gemeentambtenaren, dezer weduwen en weezen. Het indienen van dit wetsontwerp werd vertraagd door den ongunstigen financieelen toestand van den Staat, de provinciën en de gemeenten. Maar men kan het niet blijven uitstellen, want de treurige en onrechtvaardige toestand waarin de politie verkeert, eischt dat eene wet tot regeling van hun pensioen en van den toestand hunner weduwen en weezen, zoo spoedig mogelijk door de Kamer wordt goedgekeurd.

Er dient aangestipt dat, in 1912, het Groothertogdom Luxemburg een wetsontwerp heeft aangenomen betreffende de stichting van een voorzorgskas ten bate van de ambtenaren en bedienden der gemeenten en der openbare instellingen, staande onder het toezicht van de gemeenten. Zal België geen gelijken tred met Luxemburg houden? Het zal, hopen wij, weldra dergelijke in onze wetgeving bestaande leemte aanvullen.

Met vertrouwen onderwerpen wij ons voorstel aan de Kamers, die, wij twijfelen er niet aan, het zich tot plicht zullen aanrekenen het ten spoedigste goed te keuren. Zoo zullen zij menschlievend en rechtvaardig handelen.

J. MAENHAUT.

ANNEXE AU N° 263.**BIJLAGE VAN N° 263.**

Proposition de loi établissant des Caisses de prévoyance destinées à assurer des pensions et secours aux gardes champêtres, leurs veuves et enfants mineurs.

Wetsvoorstel tot instelling van Voorzorgskassen bestemd om pensioenen en hulpgelden uit te keeren aan de veldwachters, aan hunne weduwen en minderjarige kinderen.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué dans chaque province, où elle n'existe pas encore, une Caisse de prévoyance destinée à assurer des pensions et secours aux gardes champêtres, à leurs veuves et à leurs enfants mineurs. L'affiliation, de tous les gardes qui n'ont pas atteint l'âge de 60 ans, est obligatoire.

EERSTE ARTIKEL.

Eene voorzorgskas bestemd om pensioenen en hulpgelden uit te keeren aan de veldwachters, aan hunne weduwen en minderjarige kinderen wordt ingesteld in elke provincie, waar zoodanige kas nog niet bestaat. De aansluiting is verplichtend gesteld voor al de veldwachters die den leeftijd van 60 jaar niet hebben bereikt.

ART. 2.

L'organisation intérieure de la Caisse est réglée par les soins de la Députation permanente.

Deux délégués, à désigner par les gardes affiliés, siégeront au Comité directeur.

ART. 2.

De inwendige inrichting der kas wordt geregeld door het toedoen van de Bestendige Deputatie.

Twee, door de aangesloten veldwachters te benoemen afgevaardigden hebben zitting in het Bestuurscomiteit.

ART. 3.

La mise à la retraite des gardes champêtres est obligatoire à 65 ans, avec faculté pour les intéressés de demander à être admis à 60 ans d'âge et après trente années de services à la pension réduite.

ART. 3.

De veldwachters moeten op pensioen gesteld worden op den leeftijd van 65 jaar; zij kunnen echter het verminderd pensioen aanvragen op den leeftijd van 60 jaar en na dertig jaren dienst.

ART. 4.

Les pensions de retraite sont liquidées à raison de un quarante-cinquième pour cent sur la moyenne des traitements et traitements supplémentaires des cinq dernières années.

Les pensions réduites sont liquidées comme ci-dessus mais à raison de un cinquante-cinquième.

Les pensions sont payables semestriellement et par anticipation.

ART. 5.

Les pensions des veuves sont fixées d'après les bases suivantes :

a) Pour la veuve du participant décédé sans laisser d'enfant mineur, les trois quarts de la pension à laquelle son mari aurait eu droit au moment de son décès, ou les trois quarts de la pension si le mari est mort pensionné.

b) Pour la veuve qui a un ou plusieurs enfants mineurs issus de son mariage avec le participant, la même pension augmentée d'un sixième, à raison de chaque enfant, tant qu'il n'a pas accompli sa dix-huitième année. Toutefois, la pension de la veuve ne peut être portée à un taux plus élevé que celle du mari.

La pension de la veuve qui se remarie est réduite de moitié si elle n'a pas d'enfants de son mariage avec le participant, ou si les enfants sont majeurs.

La pension cesse entièrement si la veuve a un ou plusieurs enfants mineurs, et dans ce cas ceux-ci ont droit à la pension comme s'ils étaient orphelins de père et de mère.

ART. 4.

De pensioenen worden berekend op een vijf en veertigste ten honderd van het gemiddeld bedrag der jaarwedden en bijkomende jaarwedden van de laatste vijf jaar.

De verminderde pensioenen worden berekend zooals hierboven is bepaald, doch op een vijf en vijftigste.

De pensioenen zijn betaalbaar per semester en bij vooruitbetaling.

ART. 5.

De pensioenen der weduwen worden vastgesteld naar de volgende grondslagen :

a) Voor de weduwe van den aangeslotene overleden zonder minderjarige kinderen achter te laten, drie vierden van het pensioen waarop haar man zou recht gehad hebben bij zijn overlijden, of drie vierden van het pensioen, indien de man is overleden na gepensionneerd te zijn ;

b) Voor de weduwe met een of meer minderjarige kinderen uit haar huwelijk met den aangeslotene, hetzelfde pensioen verhoogd met een zesde voor elk kind, zoolang het zijn achttiende jaar niet heeft voltrokken. Het pensioen der weduwe kan echter niet het bedrag van het pensioen van den man overschrijden.

Het pensioen der weduwe die hertrouwt wordt verminderd met de helft, indien zij geen kinderen heeft uit haar huwelijk met den aangeslotene, of indien de kinderen meerderjarig zijn.

Het pensioen vervalt geheel, indien de weduwe een of meer minderjarige kinderen heeft; in dit geval hebben deze kinderen recht op het pensioen, alsof zij beide ouders hadden verloren.

ART. 6.

La pension des orphelins du participant se répartit entre eux sans distinction de lits et est fixée d'après les bases suivantes :

- a) L'intégralité en cas d'existence d'au moins trois enfants;
- b) Les huit-dixièmes en cas d'existence de deux enfant;
- c) Les six-dixièmes en cas d'existence d'un seul enfant.

Si le père n'était pas pensionné, la pension des orphelins sera liquidée d'après les bases établies à l'article 5 et répartie dans la proportion ci-dessus indiquée.

ART. 7.

Lorsqu'un garde-champêtre meurt, laissant des orphelins d'un premier mariage et une veuve, la moitié de la pension de cette dernière leur est attribuée. Après sa mort, la répartition se fait s'il y a lieu entre les orphelins des deux lits.

ART. 8.

N'ont aucun droit à la pension :

- a) La femme divorcée.
- b) Celle qui épouse un garde pensionné.
- c) Les enfants issus du mariage contracté par le père après sa mise à la retraite.

ART. 9.

Les gardes champêtres, quel que soit leur âge, ayant participé pendant dix ans au moins à la caisse, ont droit à la pension : lorsque leur place est sup-

ART. 6.

Het pensioen der weezen van den aangeslotene wordt onder hen verdeeld zonder onderscheid van bed en vastgesteld naar de volgende grondslagen :

- a) Het volle bedrag, ingeval er ten minste drie kinderen zijn;
- b) Acht tienden, ingeval er twee kinderen zijn;
- c) Zes tienden, ingeval er slechts één kind is.

Was de vader niet gepensionneerd, dan wordt het pensioen der weezen berekend naar de bij artikel 5 vastgestelde grondslagen en verdeeld naar bovengemelde verhouding.

ART. 7.

Wanneer een veldwachter, bij zijn overlijden, weezen uit een eerste huwelijk en eene weduwe achterlaat, wordt de helft van het pensioen dezer weduwe hun toegekend. Na haar overlijden wordt, zoo noodig, de verdeeling gedaan onder de weezen der twee bedden.

ART. 8.

Hebben geen recht op pensioen :

- a) De uit den echt gescheiden vrouw;
- b) Zij, die met een gepensionneerden veldwachter trouwt;
- c) De kinderen uit het huwelijk door den vader aangegaan nadat hij op pensioen gesteld werd.

ART. 9.

De veldwachters, die gedurende ten minste tien jaar bij de kas waren aangesloten, hebben, welk hun leeftijd ook zij, recht op het pensioen, wanneer

primée ou qu'ils se trouvent pour toujours, par suite d'infirmité, dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions. Dans ces cas, ils auront droit à un quart de leur traitement augmenté de un quarante-cinquième par année de service au delà de cinq ou dix ans.

La condition de dix années est réduite à cinq si les infirmités dont le garde est atteint proviennent de l'exercice de ses fonctions, aucune durée de participation n'est fixée si le garde a été mis dans l'impossibilité de continuer ses fonctions ou de les reprendre, par suite de blessures ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Dans ces cas, il aura droit à faire valoir trente années de services, à raison de un quarantième du traitement et traitement supplémentaire comme stipulé à l'article 4.

ART. 10.

Le maximum de retenue que la caisse pourra prélever sera :

- 1° Une retenue de fr. 4.50 % à opérer sur le traitement des participants et le traitement supplémentaire;
- 2° La retenue du premier mois de traitement du participant qui est nouvellement nommé dans une commune;
- 3° Le supplément du premier mois de chaque nouvelle augmentation;
- 4° Les traitements afférents aux emplois vacants;
- 5° Le produit des punitions disciplinaires.

ART. 11.

La province et les administrations communales pourvoient, d'après un

hunne betrekking wordt afgeschaft of wanneer het hun, wegens een lichaamsgebrek, voor altijd onmogelijk is hun ambt te vervullen. In die gevallen hebben zij recht op een vierde van hunne jaarwedde, verhoogd met een vijf en veertigste voor elk jaar dienst boven vijf of tien jaar.

Het vereischte getal van tien jaar wordt tot vijf verminderd, indien de lichaamsgebreken van den veldwachter het gevolg zijn van de uitoefening van zijn ambt; geen duur van aansluiting bij de kas wordt bepaald, indien de veldwachter in de onmogelijkheid werd gesteld zijn ambt voort te zetten of te hernemen, ten gevolge van verwondingen of ongevallen overkomen in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt. In die gevallen is hij gerechtigd om dertig jaren dienst, naar den grondslag van een veertigste der wedde en bijkomende wedde, zooals bij artikel 4 is bepaald, te doen gelden.

ART. 10.

Voor de kas mogen geen hoogere afhoudingen worden gedaan dan :

- 1° Fr. 4.50 t. h. van de wedde der aangeslotenen en van de bijkomende wedde;
- 2° De wedde der eerste maand van den aangeslotene bij elke benoeming in eene gemeente;
- 3° De eerste maand van elke weddeverhooging;
- 4° De jaarwedden der openstaande plaatsen;
- 5° De opbrengst der tuchtstraffen.

ART. 11.

Het in stand houden van de voorzorgskas wordt door de provincie en

système de répartition au % à fixer par la Députation permanente, à la subsistance de la caisse de prévoyance.

ART. 12.

Dans les provinces où il existe déjà une caisse de prévoyance tous les droits des gardes restent acquis. Les obligations à imposer aux gardes de ces provinces, par suite d'octroi d'avantages nouveaux ou d'extension d'avantages devenus obligatoires de par la présente loi, ne pourront être que proportionnelles à ces avantages.

ART. 13.

La démission ou la révocation d'un participant le prive de ses droits à la pension dans la commune où il exerçait son emploi.

Toutefois, il peut être autorisé à conserver les titres acquis en souscrivant, dans les six mois, l'engagement de continuer à acquitter annuellement une somme égale à la retenue ordinaire qu'il subissait en dernier lieu. En cas d'inexécution, l'autorisation est annulée et les sommes antérieurement versées restent acquises à la caisse. La demande d'autorisation sera adressée à la Députation permanente qui statuera, le Conseil communal et le garde entendus.

ART. 14.

Par mesure transitoire, il sera accordé une pension de 1,500 francs (quinze cents francs) à tous les gardes champêtres qui, vu leur âge, ne peuvent bénéficier de la présente loi. La pension de leurs veuves et du ou des orphe-

de gemeentebesturen verzekerd, volgens een stelsel van percentsgewijze verdeling, door de Bestendige Deputatie te bepalen.

ART. 12.

In de provinciën, waar eene voorzorgskas reeds bestaat, behouden de veldwachters al hunne rechten. De verplichtingen, aan de veldwachters dier provinciën op te leggen wegens het verleen van nieuwe voordeelen of grootere voordeelen welke krachtens deze wet zijn verplichtend geworden, mogen slechts aan die voordeelen geëvenredigd zijn.

ART. 13.

Een aangeslotene verliest, door ontslag of afzetting, zijne rechten op het pensioen in de gemeente waar hij zijne betrekking bekleedde.

Het kan hem echter toegelaten worden, de verworven rechten te behouden, indien hij, binnen zes maanden, de verbintenis aangaat, elk jaar eene som te storten van gelijk bedrag als de gewone afhouding, welke laatstelijk werd gedaan. Wordt die verbintenis niet nageleefd, dan vervalt de toelating en blijven de vroeger gestorte sommen het eigendom van de kas. De aanvraag om toelating wordt toegezonden aan de Bestendige Deputatie die uitspraak doet na den gemeenteraad en den veldwachter te hebben gehoord.

ART. 14.

Bij overgangsmaatregel, wordt een pensioen van 1,500 frank (vijftien honderd frank) verleend aan al de veldwachters op wie deze wet niet van toepassing kan zijn wegens hunnen leeftijd. Het pensioen van hunne weduwen

lins laissés ou à laisser par le garde, sera calculée sur cette somme.

Ces pensions seront constituées par une intervention de 50 % de la commune, de 30 % de la province et de 20 % de l'État.

ART. 15.

L'article 15 sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1923.

ART. 16.

Les caisses sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1925.

ART. 17.

Il sera pris, par arrêté royal, en exécution et en conformité de la présente loi, toutes les dispositions complémentaires qu'exige l'organisation des caisses provinciales de prévoyance.

en van het weeskind of de weeskinderen, welke de veldwachter achterlaat of zal achterlaten, wordt naar die som berekend.

Die pensioenen worden tot stand gebracht door eene bijdrage van 50 t. h. vanwege de gemeente, van 30 t. h. vanwege de provincie en van 20 t. h. vanwege den Staat.

ART. 15.

Artikel 15 is van kracht te rekenen van 1 Januari 1923.

ART. 16.

De kassen treden in werking vanaf 1 Januari 1925.

ART. 17.

Bij Koninklijk besluit worden, ter uitvoering van en in onvereinstemming met deze wet, al de bijkomende bepalingen ingevoerd tot inrichting van de provinciale voorzorgskassen.

J. MAENHAUT.
H. VERGELS.
G. MELCKMANS
ALF. AMELOT.
CH. DE BRUYCKER.
CAN. MOSTAERT.